



MINISTÈRE
DE L'ÉCONOMIE,
DES FINANCES
ET DE LA SOUVERAINETÉ
INDUSTRIELLE ET NUMÉRIQUE

Liberté
Égalité
Fraternité

Direction Générale du Trésor

BRÈVES ÉCONOMIQUES DE L'AFRIQUE DE L'EST ET DE L'OCEAN INDIEN

UNE PUBLICATION DES SERVICES ÉCONOMIQUES DE L'AEOI

Semaine du 11 septembre 2023

❖ Régional

L'Union africaine devient
membre permanent du G20

A l'occasion du sommet organisé par New Delhi, et sur proposition du président Modi, L'Union africaine est devenue membre permanent du G20. Auparavant désignée comme « organisation internationale invitée », l'Union africaine a désormais le même statut que l'Union européenne, qui était auparavant le seul bloc régional à en être membre à part entière. Auparavant, l'Afrique du Sud était le seul pays africain à faire partie du G20. Pour rappel, L'UA compte 55 membres à part entière (dont six suspendus), représente un PIB de 3 Mds USD et englobe une population de 1,4 Md de personnes. L'adhésion de l'UA au G20 témoigne de l'influence croissante du continent Africain sur la scène internationale. Pour rappel, en août dernier, l'Égypte et l'Éthiopie intégraient le groupe des BRICS.

❖ Burundi

Pas de brève cette semaine

❖ Comores

Organisation d'une journée de sensibilisation de l'AFD auprès des entrepreneurs comoriens sur les opportunités d'affaires à venir

Le 11 septembre s'est tenue la journée de présentation des marchés publics financés par l'AFD aux Comores auprès des entrepreneurs locaux. Cette cérémonie, organisée en présence de l'Ambassadeur de France et du Secrétaire Général du gouvernement, a eu pour but de renforcer la présence des entreprises comoriennes sur les projets financés par la France via l'AFD dans la perspective d'accompagner l'Union des Comores dans son développement. Plusieurs secteurs sont concernés et portent principalement sur des chantiers d'infrastructures dans le secteur de la santé, de l'éducation et du transport maritime.

🌐 Djibouti

Inauguration du premier parc éolien d'une capacité de 60 MW

Le premier parc éolien de Djibouti, situé dans la baie du Goubet, a été inauguré le 10 septembre 2023. Construit par *Siemens Gamesa*, il a été financé par le consortium *Red Sea Power* composé de *l'Africa Finance Corporation*, de la Banque de développement néerlandaise (FMO), du *Climate Fund Managers*, du *Great Horn Investment Holding* (société d'investissement de l'Autorité des ports et des zones franches de Djibouti) pour un coût estimé à 122 MUSD. Il s'agit de la première initiative d'envergure dans le domaine énergétique développée par un producteur d'électricité indépendant (IPP) dans le pays. Djibouti dispose d'une capacité de production installée de 135 MW, dont seulement 57 MW en accès fiable, pour une demande de pointe de 118 MW. Le projet de parc éolien « *Red Sea Power* », d'une capacité de 60 MW, a donc le potentiel de (i) doubler la capacité de production opérationnelle du pays tout en (ii) diminuant la dépendance de Djibouti (a) aux importations d'électricité en provenance d'Éthiopie ainsi (b) qu'à la production thermique djiboutienne (issue de deux centrales thermiques vieillissantes, d'une capacité de 100 MW).

🌐 Erythrée

Pas de brève cette semaine

🌐 Ethiopie

Annnonce de la fin du remplissage du 4^{ème} réservoir du GERD

Le Premier Ministre, Abiy Ahmed, a annoncé la réalisation complète du 4^{ème} et dernier remplissage du réservoir du GERD. Cette annonce survient deux semaines après une session de reprise, infructueuse, des négociations (1^{ère} depuis septembre 2021) tripartites entre l'Éthiopie, le Soudan et l'Égypte sur la question de ce barrage, la question du remplissage des réservoirs étant le point catalysant le plus de tensions, notamment côté égyptien. Le ministre des Affaires étrangères égyptien a qualifié ce remplissage d'illégal en vertu de la déclaration de principes signée en 2015 entre les trois pays, stipulant qu'un remplissage devait être précédé d'un accord signé en amont. Des négociations sont prévues ce mois de septembre à Addis-Abeba. Ce projet pharaonique, débuté il y a 12 ans, de 4,2 Mds USD, pourrait produire potentiellement plus de 5000 MW et permettre à l'Éthiopie de fournir à tout le bassin régional une électricité bon marché et verte.

Nouvelle directive de la NBE régissant les comptes en devises offshore pour les IDEs

La Banque Centrale éthiopienne (NBE) a introduit une nouvelle directive – en vigueur depuis le 8 septembre – concernant les comptes en devises offshore pour les projets d'IDE jugés stratégiques en Éthiopie. Cela concerne les secteurs de la production d'électricité, de l'exploitation minière et des infrastructures

principalement. L'objectif est de stimuler les investissements dans ces secteurs en réduisant la pression sur les devises. En effet, après choix du projet par la NBE, les entreprises privées peuvent dorénavant accéder à des fonds propres et à des prêts par l'intermédiaire de comptes offshores, apportant souplesse dans l'affectation de ces fonds au sein des projets. Un système de garantie de convertibilité des devises est également mis en place pour ces entreprises. La NBE s'arroge exclusivement le droit d'approbation des projets sans détailler les critères d'éligibilité ou d'exception.

📍 Kenya

La CBK inaugure *DhowCSD*, une plateforme numérique destinée à faciliter les transactions de titres d'État.

La CBK a inauguré une nouvelle plateforme numérique permettant aux négociants en titres d'État sur les marchés financiers locaux, régionaux et internationaux d'effectuer des transactions par voie électronique. Dénommée *DhowCSD*, cette dernière fournit des services de registre, de conservation et de règlement pour les opérations des marchés primaire et secondaire. Cet événement intervient dans un climat de tensions croissantes sur le financement de la dette kenyane, externe comme domestique. En marge du lancement, le Président Ruto a évoqué son souhait de voir le montant minimum requis pour acquérir des bons du Trésor kényan abaissé à 5 000 KES. Une mesure visant notamment à approfondir le marché des

capitaux domestique et faciliter les levées de fonds sur ce dernier.

L'adoption du *Climate Change Amendment Act* institue un cadre réglementaire pour les marchés carbone au Kenya

Le 1^{er} septembre, William Ruto a ratifié l'amendement à la loi sur le changement climatique, qui institue un cadre réglementaire sur le commerce de crédits carbone au Kenya. La loi prévoit notamment la création d'un registre carbone, public, comportant des informations relatives aux projets et aux montants des crédits émis ou transférés depuis le Kenya. Ce texte prévoit également une contribution des porteurs de projets pour les communautés locales : 40 % des revenus issus du projet pour les projets fondés sur la terre (*land-based*) et 25 % pour les autres. Cette loi devrait permettre le développement des marchés carbone en favorisant les investissements et le partage des bénéfices avec les communautés locales. Une proposition de loi, toujours en débat (*Carbon Credits Trading and Benefit Sharing Bill*), devrait préciser la possible taxation des transactions de crédits carbone.

📍 Madagascar

Moratoire sur l'application du nouveau règlement de l'UE limitant le taux maximal acceptable de nicotine pour la vanille

Le conseil du gouvernement a annoncé dans un communiqué le 13 septembre un moratoire sur la mise en application du nouveau règlement de l'Union européenne limitant le taux maximal acceptable de nicotine pour toutes les épices (dont la vanille). Ce taux maximal de nicotine a été fixé à 0,02 mg/kg contre 0,3 mg/kg auparavant. La mesure ne devrait toutefois s'appliquer qu'à partir de janvier 2024 au lieu du 14 septembre 2023. A l'issue de la période dérogatoire, les exportations de vanille pourraient être impactées dans un ordre de grandeur d'environ 30% en l'absence de mesures correctrices. L'UE a représenté près de 60% des exportations malgaches de vanille durant la campagne 2022-23, une proportion en hausse par rapport à la campagne précédente 2021-2022 (environ 49%).

Inauguration de deux portions de la route nationale 44 entre Marovoay et Vohidiala

Le gouvernement malgache a inauguré le 9 septembre dernier des deux portions de la route nationale 44 (RN44) reliant les villes de Moramanga et Ambatondrazaka (grenier à riz du pays). Cette inauguration fait suite à l'achèvement des travaux de rénovation d'un tronçon de 40 km entre Marovoay et d'Amboasary (lot n°1 achevé en juin 2022) d'une part, et d'un tronçon de 73 km reliant Amboasary et Vohidiala d'autre part (lot n°2), pour un coût total de 47 MUSD. Les travaux relatifs au lot n°1 ont été attribués à *China Geo Engineering* en octobre 2019 (20 MUSD), et le lot n°2 à *China Road Bridge Corporation* en septembre 2020 (27 MUSD). Ces travaux de réhabilitation s'inscrivent dans le cadre du

Projet d'appui à la connectivité des transports (PACT) visant la réfection des RN44, 3A (Alaotra Mangoro) et 12 (Atsimo Atsinanana) et financé à hauteur de 140 MUSD par la Banque Mondiale.

🍷 Maurice

Hausse de la dette publique en valeur absolue, mais en baisse en termes de pourcentage du PIB

Selon les données de la Banque centrale de Maurice, la dette publique domestique a atteint 380,8 Mds MUR (environ 7,9 Mds EUR) soit 61,2% du PIB, en juin 2023 ; contre 347,4 Mds MUR, soit 66,5% du PIB, en juin 2022. La dette publique externe est de 115,3 Mds MUR (environ 2,4 Mds EUR), soit 18,5% du PIB, au mois de juin 2023 ; contre 101,9 Mds MUR, soit 19,5% du PIB, un an plus tôt. La dette publique totale de Maurice en valeur est donc de 496,1 Mds MUR (environ 10,3 Mds EUR) en juin 2023, soit une hausse de +10,4% en glissement annuel. Rapporté au PIB, la dette publique a atteint 79,7% du PIB en juin 2023, soit une baisse de -6,3 points de pourcentage sur un an.

🍷 Ouganda

La Banque centrale accorde une première licence bancaire islamique au groupe djiboutien *Salaam African Bank*

Un an après son rachat de *Top Finance Bank* (fondé à Kampala en 2012), le groupe djiboutien *Salaam African Bank* s'est vu

attribuer, le 8 septembre dernier, par la Banque centrale ougandaise la toute première licence bancaire islamique du pays. Cette décision du régulateur intervient un mois après la promulgation par le Président Museveni de la loi bancaire visant à permettre le déploiement à plus grande échelle de la finance islamique qui jusqu'ici était limitée au secteur du Micro-crédit et des interventions de la Banque Islamique de Développement (BID). Cette dernière dénombre depuis 2004 un total d'engagement en Ouganda de 1,6 Md USD avec 39 projets en cours d'exécution et 66 déjà exécutés. En élargissant le périmètre du secteur bancaire, la Banque centrale a pour ambition de favoriser l'inclusion financière et rappelle que « la finance islamique est ouverte à la population non-musulmane et s'emploie à investir dans des actifs tangibles sans logique spéculative ».

Lancement officiel de la politique ougandaise 2023 dans le secteur de l'énergie

Le ministère de l'Énergie a lancé officiellement, le 13 septembre, sa politique énergétique 2023. Dans un contexte international marqué par une hausse des coûts énergétiques et tenant compte de la pression démographique (70 millions d'ougandais d'ici 2040 contre 48 millions actuellement), cette politique, avec le soutien de la coopération allemande GIZ, évoque la nécessité d'un mix énergétique diversifié incluant le nucléaire pour atteindre d'ici 2040 un objectif de 52 GW de capacités installées. Si 80% de la demande en énergie est couverte par la biomasse rudimentaire (bois, charbon), le pays connaît une

situation paradoxale. D'une part, la puissance installée du parc électrique (environ 2000 MW d'ici la fin de l'année) est bien supérieure à la demande (870 MW) et d'autre part le taux d'accès à l'énergie de la population, en particulier en milieu rural, reste faible (inférieur à 30%) en raison d'un réseau de transport sous-investi.

L'Ouganda renforce ses partenariats économiques avec l'Afrique du Sud

Le gouvernement souhaite redynamiser ses relations économiques avec l'Afrique du Sud, mises à mal par la crise Covid qui avait engendré un mouvement de désinvestissement des entreprises sud-africaines. Le nombre de ces dernières présentes sur le marché ougandais a été divisé par 2 en 3 ans (passant de 70 à 35) alors qu'elles représentaient un stock d'investissements de 2,5 Mds USD avant la crise. C'est dans ce contexte que s'est tenu à Kampala les 5 et 6 septembre dernier un forum d'affaires en présence du Président Museveni et de plus de 40 entreprises sudafricaines emmenées par l'opérateur téléphonique MTN. Au cours de cet événement, organisé par l'association professionnelle du secteur privé ougandais (la PSFU- équivalent du Medef), une dizaine de lettres d'intention ont été signées. Parmi elles, on retiendra le projet de création d'une unité d'assemblage de téléphones portables par MTN, ou encore le développement d'une usine de production d'engrais (sulfate d'ammoniac). Pour mémoire, 2 banques sud-africaines (Absa et Stanbic) assurent 30% des prêts

commerciaux du marché bancaires ougandais.

Financement d'un prêt de 30 MUSD par l'Arabie Saoudite dans le domaine de la santé

Le Fonds Saoudien pour le Développement (SFD) vient de signer une convention de prêt de 30 MUSD pour soutenir le secteur de la santé ougandais. Le bénéficiaire de ce financement est l'établissement hospitalier « *Uganda Heart Institute* » sous tutelle du ministère de la Santé et qui investira dans l'acquisition d'équipements technologiques et la construction d'unités médicales. Il s'agit du 8^{ème} projet du SFD au cours des 4 dernières décennies en Ouganda pour un engagement total de plus de 80 MUSD dans des secteurs tels que l'énergie, l'éducation et l'agriculture.

Rwanda

L'inflation au Rwanda atteint +12,3 % en août 2023

En août 2023, l'inflation au Rwanda a atteint +12,3% en glissement annuel, en hausse par rapport à +11,9% en juillet selon l'Institut national des statistiques du Rwanda (NISR). Cette augmentation est principalement due à une forte hausse de +24,6% dans la catégorie "Produits alimentaires et boissons non alcoolisées", ainsi qu'à des augmentations dans d'autres catégories telles que "Boissons alcoolisées, tabac et stupéfiants" (+12,2%), les coûts de transport (+7%) et les produits domestiques (+13,3%). Cependant, les prix des produits importés ont également augmenté (+9,3%). Les prix des produits

frais ont enregistré une forte hausse de +29,8%, tandis que l'énergie a augmenté de +3,2% sur une base annuelle.

Seychelles

Légère baisse des arrivées de visiteurs étrangers aux Seychelles en août 2023.

Selon le dernier rapport du Bureau national des statistiques seychellois, les arrivées de visiteurs étrangers aux Seychelles ont légèrement baissé de 4% en août 2023 en glissement annuel, passant de 29 366 à 28 177. 71% des arrivées de résidents étrangers proviennent de l'Union européenne (dont respectivement 14% pour la France et l'Allemagne et 10% d'Italie) devant la Fédération de Russie (10%). Les visiteurs en provenance des îles de l'océan Indien n'ont représenté que 2% des arrivées au mois d'août (536). Parmi le nombre total d'arrivées, plus de 96% sont des touristes, contre 2% pour déplacements d'affaires, et le reste incluant les transits et les membres d'équipage.

Somalie

Pas de brève cette semaine

Soudan

Pas de brève cette semaine

Soudan du Sud

Nomination d'un nouveau Ministre des affaires étrangères

Le président Salva Kiir a désigné un nouveau ministre des Affaires étrangères en la personne de James Pitiya Morgan. Ce dernier a pris ses fonctions le 4 septembre dernier et était auparavant Représentant permanent du Soudan du Sud auprès de l'Union Africaine et de la Commission économique pour l'Afrique des Nations-Unies. Le ministre des affaires étrangères chinois, Wang Wi, lui a adressé le 12 septembre ses félicitations et a formé le vœu d'un resserrement des relations bilatérales.

Tanzanie

La CRDB émet la première obligation verte de Tanzanie

La banque tanzanienne CRDB a émis la première obligation verte du pays d'une valeur de 300 MUSD, affirmant qu'elle vise à lever jusqu'à 22 MUSD au cours de la première année de l'initiative baptisée *Kijani Bond*, qui sera mise en œuvre sur cinq ans dans le cadre d'un plan multi-programme de bons à moyen terme en devises. La CRDB anticipe de lever avec cet instrument 37,3 MUSD en 2024/2025, 78,8 MUSD en 2025/2026 et 83 MUSD en 2026/2027. L'obligation a été fixée à un intérêt de 10,3% par an, payable deux fois par an, les souscriptions publiques pour la première phase devant être directement gérées par la CRDB du 31 août au 6 octobre. Cette offre initiale sera suivie de cotations formelles à la Bourse de Dar es Salaam et à la Bourse de Londres. La CRDB a déclaré que les bénéfices seront consacrés au

parrainage de projets respectueux de l'environnement visant à atténuer le changement climatique dans des secteurs tels que les infrastructures, les énergies renouvelables, l'industrie manufacturière, la construction et l'approvisionnement en eau. Le directeur général de CRDB, Abdulmajid Nsekela, a déclaré que l'obligation *Kijani* serait accessible même aux Tanzaniens avec un investissement initial minimum de 208 USD. L'obligation serait également disponible pour les investisseurs locaux et internationaux en shillings tanzaniens ou en dollars américains. La Société Financière Internationale a manifesté son soutien en s'engageant à fournir 40% du total de 300 MUSD requis pour l'émission des obligations.

Le Forum sur les systèmes alimentaires africains (AGRF) 2023 s'est conclu avec la Tanzanie concluant des accords d'une valeur de 550 MUSD

Le 13^{ème} Sommet du Forum africain sur les systèmes alimentaires qui se tenu du 5 au 8 septembre 2023 à Dar-es Salam a compté plus de 5 400 délégués de 90 pays – dont 5 chefs d'État et de gouvernement, 30 ministres, 6 anciens chefs d'État et de gouvernement, plus de 80 chefs d'agences internationales et d'entreprises. En outre, des dirigeants d'entreprises mondiales, régionales et nationales, y compris des PME, se sont regroupés pour former une délégation du secteur privé de 1 200 personnes. Le sommet a exploré les voies et les actions nécessaires pour accélérer et orienter le continent vers la transformation des systèmes alimentaires sous le thème «

recupérer, régénérer, agir ». Le Sommet a été accueilli par la présidente de la République-Unie de Tanzanie, Samia Suluhu Hassan, qui a indiqué que le sommet était un moment décisif pour mettre en évidence et débloquer les engagements politiques et financiers que le continent a pris et continue de prendre pour parvenir à des systèmes alimentaires nutritifs, inclusifs, résilients et durables. L'AGRF 2023 a été marquée par l'introduction d'un modèle d'entreprise innovant, illustré par le programme tanzanien en faveur de la jeunesse dans l'agro-industrie *Build a Better Tomorrow* en Tanzanie, qui a reçu 550 MUSD d'engagements (Banque mondiale 300 MUSD, BAD 100 MUSD, IFAD 60 MUSD, CRDB 50 MUSD et Agra 40 MUSD), lors du Sommet et pourrait, s'il était étendu à d'autres pays africains, contribuer plus largement à la transformation des systèmes alimentaires.



CONTACTS

Kenya, Somalie, Burundi, Rwanda

Page pays : [Kenya](#) / [Somalie](#) / [Burundi](#) / [Rwanda](#)
Twitter : [DG Trésor Kenya](#)

Contact : Jérôme BACONIN
jerome.baconin@dgtresor.gouv.fr

En collaboration avec l'ambassade de France à Kigali : Quentin DUSSART
quentin.dussart@diplomatie.gouv.fr

Madagascar, Comores, Maurice, Seychelles

Page pays : [Madagascar](#) / [Seychelles](#) / [Maurice](#) / [Comores](#)

Twitter : [DG Trésor Madagascar](#)

Contact : Béatrice ALPERTE
beatrice.alperte@dgtresor.gouv.fr

Ethiopie, Erythrée, Djibouti

Page pays : [Ethiopie](#) / [Djibouti](#) / [Erythrée](#)

Contact : Julien DEFRANCE
julien.defrance@dgtresor.gouv.fr

Ouganda, Soudan du Sud

Page pays : [Ouganda](#) / [Soudan du Sud](#)

Contact : Gregory SIDRAC
gregory.sidrac@dgtresor.gouv.fr

Tanzanie

Page pays : [Tanzanie](#)

Contact : Annie BIRO
annie.biro@dgtresor.gouv.fr

Soudan

Page pays : [Soudan](#)

Contact : Jérôme BACONIN
jerome.baconin@dgtresor.gouv.fr

La direction générale du Trésor est présente dans plus de 100 pays à travers ses Services économiques.
Pour en savoir plus sur ses missions et ses implantations : www.tresor.economie.gouv.fr/tresor-international